Des marchés élargis mènent à de plus grandes possibilités

Un agriculteur brésilien utilise une machine pour ratisser les grains de café qui sont à sécher à l'intérieur d'une serre, une technique innovante introduite pour stimuler la productivité. © AP Photo/Dado Galdieri

Les accords régionaux de libre-échange facilitent la libre circulation des biens et des services à travers les frontières, en réduisant les barrières commerciales traditionnelles telles que les droits de douane, les quotas et les interdictions. La création d'un environnement de libre-échange où le commerce a lieu sans parti pris, favorise la concurrence, stimule l'innovation et profite à toutes les parties.

Alors que la concurrence internationale peut nuire à certaines industries nationales, elle conduit au final à la stabilité économique et sociale des pays, à l'accès à de nouveaux marchés, à une augmentation des capitaux pour les entreprises ainsi qu'à des prix plus bas et à plus de choix pour les consommateurs.

Une économie plus forte

Les accords régionaux de libre-échange mettent les pays sur une voie commune vers la prospérité. Tout en stimulant la croissance économique ils améliorent la sécurité régionale, ainsi le libre-échange confère aux pays participants une gamme d'avantages économiques, sociétaux et politiques.

La concurrence ainsi que les échanges en matière d'innovations et de connaissances, stimulés par le libre-échange, génèrent de la croissance dans les pays développés et en développement. Selon le Fonds monétaire international (FMI), le Bhoutan a connu une augmentation de plus 77 pour cent de son produit intérieur brut (PIB), depuis la signature de l'accord de la zone de libre-échange d'Asie du Sud (SAFTA). D'autres pays de la SAFTA, tels que l'Inde et le Sri Lanka, ont connu une croissance similaire.

Au-delà du renforcement de l'économie d'un pays, le libre-échange permet d'attirer davantage d'investisseurs dans un pays. En réduisant les restrictions concernant les échanges et en encourageant une plus grande transparence, les accords régionaux de libre-échange créent une prévisibilité économique permettant de minimiser les inquiétudes des investisseurs et d'accroître les possibilités d'investissements. Selon la Banque mondiale, par exemple, les entrées nettes d'investissements directs étrangers (IDE) au Kenya ont augmenté de plus de 250 pour cent depuis que

Une femme range des bananes en Tanzanie. Les pays riches en ressources naturelles peuvent obtenir d'autres ressources par le biais du libre-échange. © Flickr/Abby poulet

LES AVANTAGES POUR LES ENTREPRISES

Le libre-échange :

- Permet d'accéder à de nouveaux marchés
- Permet de développer la clientèle
- Permet la création de nouveaux réseaux de capitaux
- Favorise les investissements dans la recherche et le développement
- Stimule l'innovation
- Permet l'augmentation de la productivité et de l'efficacité

Un travailleur assemble une voiture dans une usine d'Ulsan, en Corée du Sud. Les exportations d'automobiles représentent l'une des principales industries du pays et permet de créer des milliers d'emplois. © AP Photo/Yonhap, Lee Sang-hyun

ce pays a aidé à former le bloc commercial de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE).

L'amélioration du niveau de vie

Le libre-échange confère aussi des avantages sociaux. Les pays qui sont les plus ouverts au commerce international ont un taux d'emploi plus élevé, des revenus plus élevés et de meilleures conditions de vie, que les pays qui restreignent le commerce.

Par exemple, le taux de pauvreté du Mexique, défini par la Banque mondiale comme étant le pourcentage de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour, a diminué de 63 pour cent depuis que le pays a signé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994. En outre, les secteurs mexicains qui exportent 60 pour cent ou plus de leurs produits offrent des salaires 39 pour cent plus élevés que les secteurs mexicains qui ne le font pas.

Le Canada a aussi bénéficié des avantages sociétaux de l'ALENA ; selon la Banque mondiale, le pays a connu une baisse de 23 pour cent du taux de chômage depuis la signature de l'accord de la zone de libre-échange.

Une meilleure gouvernance

Les accords régionaux de libre-échange permettent également de promouvoir la bonne gouvernance, en intégrant des engagements contraignants à la transparence, à la sécurité juridique et à la responsabilité publique. L'amélioration du niveau de vie contribue à supprimer l'incitation à la corruption et les engagements internationaux anéantissent les possibilités de corruption.

Pour le Rwanda, l'adhésion à la CAE a contribué à une réduction de 220 pour cent de la corruption, selon les indicateurs de la Banque mondiale, Worldwide Governance Indicators (WGI) (Indicateurs de gouvernance dans le monde). D'autres pays ont également bénéficié des avantages politiques du libre-échange. Le Salvador, par exemple, a amélioré son score de WGI en ce qui concerne les règles de droit, de 92 pour cent et sa cote de qualité de la réglementation, de 388 pour cent depuis son adhésion aux accords de libre-échange entre la République dominicaine, l'Amérique centrale et les États-Unis (ALEAC). Les autres signataires comme le Honduras et le Nicaragua, ont eu des améliorations comparables.

Sécurité renforcée

La stabilité politique et la prospérité personnelle favorisées par le libre-échange permettent aussi de renforcer la sécurité et la stabilité régionales. Lorsque les pays ont des échanges commerciaux libres, ils sont économiquement engagés les uns envers les autres et sont moins susceptibles d'entrer en guerre. Par exemple, depuis la formation de l'Union européenne, le continent qui a été au cœur de deux guerres mondiales est maintenant le lieu où se trouvent certains des pays les plus pacifiques du monde. Autrement dit, la voie de la prospérité est aussi un chemin vers la paix.